

EN GUISE DE CONCLUSION...

CHERCHEURS, PATRIMOINE, RECHERCHE : QUELS ENJEUX POUR LES SCIENCES SOCIALES ?

CHARLES-ÉDOUARD DE SUREMAIN

Au terme d'un parcours qui a conduit le lecteur de l'Afrique à l'Amérique latine, en passant par l'Océanie, quels éléments de réponse peut-on brièvement donner aux interrogations qui ont orienté cet ouvrage ? Il s'agissait de conduire une réflexion critique sur l'implication, la participation et les postures scientifiques des chercheurs en sciences sociales à partir de terrains où se pose de manière centrale la question de la patrimonialisation. Le fil rouge proposé aux auteurs était de concilier la description précise de processus de recherche avec l'explicitation des démarches théoriques, méthodologiques et éthiques qu'ils ont mis en œuvre. Après avoir soulevé les enjeux généraux du phénomène de patrimonialisation sur leurs terrains, les contributeurs se sont appuyés sur leur propre expérience pour déconstruire, dans une perspective réflexive, la place et le rôle de « fabric-acteurs » de patrimoine qu'ils ont endossés plus ou moins volontairement (*cf.* Introduction).

L'un des principaux acquis de l'ouvrage est de contribuer à dépasser le débat sur l'épineuse question de l'instrumentalisation du chercheur ou, à l'opposé, de la distanciation qui est parfois confondue avec le désengagement. Lorsqu'il y a instrumentalisa-

tion, le chercheur se fait le défenseur zélé de la patrimonialisation, généralement pour le compte d'institutions internationales ou nationales, ou de collectifs militants, dans le but de valoriser des populations et des ressources locales. On peut à l'inverse parler de distanciation lorsque l'emporte le principe éthique selon lequel le chercheur n'a pas de mission à remplir ou de message particulier à diffuser, si ce n'est celui de dénoncer les effets pervers d'une patrimonialisation à outrance sur la reproduction d'inégalités politiques et sociales, à travers la réification et la hiérarchisation de certaines pratiques culturelles. Or, au vu des textes présentés dans l'ouvrage, il semble manifeste que le problème se pose en d'autres termes et sans doute de manière plus complexe. Si les chercheurs se montrent très réservés vis-à-vis des initiatives patrimoniales institutionnelles verticales, ils estiment cependant que leur implication scientifique dans celles-ci peut permettre d'en limiter les dégâts, ou d'en corriger le cours, au bénéfice des acteurs locaux.

Au demeurant, l'ouvrage n'est pas un traité de méthodologie dont l'objectif final serait de proposer des recettes toutes faites et simplificatrices, récupérables par l'ensemble des acteurs de terrain qui seraient confrontés au patrimoine. Il ne s'agit pas non plus de départager les « bons » chercheurs qui seraient tiraillés entre l'auto-critique et la crainte de servir d'alibi aux politiques patrimoniales, de ceux qui éprouveraient le besoin de faire reconnaître leur utilité sociale aux yeux des décideurs. L'ouvrage se situe plutôt dans une position médiane. Il envisage de poser un ensemble de questions théoriques, méthodologiques et éthiques susceptibles de clarifier les rapports entre chercheurs, patrimoine et recherche, et de montrer qu'une exploration menée dans une perspective réflexive, constructive et critique est possible et nécessaire.

De fait, l'ouvrage peut d'abord se lire comme un instrument de travail, c'est-à-dire un premier bilan de la question des rapports entre chercheurs en sciences sociales et patrimonialisation. Au-delà du balayage thématique mené autour des différentes déclinaisons du patrimoine (alimentation, revendications identitaires, territoire, pratiques muséales, mémoire, biodiversité), les auteurs prennent le soin d'inscrire leurs recherches dans l'histoire locale et l'évolution

des controverses qu'elles ont tantôt suscitées tantôt prolongées, parfois les deux simultanément. Recherches et chercheurs sont ainsi contextualisés au sein des polémiques scientifiques comme des enjeux politiques qui émergent, parfois sur plusieurs décennies, autour de la patrimonialisation. S'ensuivent des questionnements épistémologiques d'autant plus enracinés et concrets que les liens entre le terrain et les différentes façons de l'envisager sont clarifiés, explicités, documentés. C'est tout particulièrement le cas pour l'évolution du statut des musées (Afrique, Océanie) et de celui des zones de fouilles archéologiques (Maghreb, Océanie, Amérique latine, Afrique) qui sont traités dans plusieurs textes.

L'ouvrage fournit également quelques éléments de réponse à des points de méthode plus généraux qui engagent l'ensemble des sciences sociales, au-delà des disciplines singulières, en particulier celui de la réflexivité. Même si l'anthropologie a joué un rôle moteur dans le développement et la généralisation de cette posture, force est de constater que les autres disciplines (sociologie, archéologie, géographie) lui ont progressivement emboîté le pas. À ce point que l'opposition manichéenne entre le manipulateur d'un côté et le praticien aveugle de l'autre est aujourd'hui quelque peu dépassée. D'autres figures de chercheur se dessinent, celle du chercheur engagé, investi ou impliqué. Se pose désormais la question des limites éthiques que le chercheur s'impose de ne pas franchir, en particulier lorsqu'il conduit des expertises commanditées par des décideurs politiques. Loin d'être un simple promoteur de patrimoine au service d'une institution ou d'un groupe d'acteurs, le chercheur qui travaille sur le patrimoine ne cesse d'adapter sa démarche scientifique aux spécificités de son terrain, lequel contribue en retour à remodeler la première. Les textes de l'ouvrage qui abordent les lignes de démarcation parfois ténues entre recherche et expertise illustrent les tensions incessantes auxquelles le chercheur est confronté dans le domaine très concurrentiel du patrimoine (Égypte, Maroc, Océanie, Pérou).

L'ouvrage concourt largement au débat sur la démarche participative qui est mise en œuvre différemment selon les « configurations patrimonialistes » (*cf.* Introduction). Dans chaque

texte, les auteurs font apparaître que les latitudes dont ils disposent lors de la conception, réalisation, restitution et valorisation de la recherche sont le plus souvent neutralisées ou infléchies par l'intervention d'autres acteurs : il peut s'agir d'acteurs locaux (civils, politiques, syndicats, collectivités), mais aussi d'institutions ou encore de chercheurs d'autres disciplines. Le chercheur s'engage alors dans des collaborations qu'il ne souhaitait pas nécessairement mener au départ. En l'occurrence, la participation relève davantage du vœu pieu, voire du mot d'ordre idéologique. Dans d'autres cas, à l'inverse, la participation entre les acteurs s'érige en préalable éthique et accompagne véritablement le processus. Dès lors, il ne s'agit plus d'un alibi, mais d'une méthodologie de recherche destinée à élaborer collectivement un projet patrimonial. Les auteurs montrent comment le chercheur prend ou négocie une place et un rôle spécifique, et crucial, dans le faisceau d'institutions et d'acteurs individuels et collectifs à même d'influencer la patrimonialisation (Sénégal, Pérou). Parfois, il arrive que ces deux situations opposées se succèdent au sein d'un même projet : avec les années, un projet de patrimonialisation « vertical » à l'origine est susceptible d'évoluer pour laisser s'instaurer une véritable co-construction fondée sur des consensus réels (Gabon, Océanie), même si ces derniers ne sont pas toujours formulés ouvertement (Mexique).

Dans le prolongement de ces questions, l'ouvrage aborde également les effets de la patrimonialisation en termes de marchandisation et de politisation à l'échelle locale. Les textes montrent que les intérêts résultant d'une mise en patrimoine échappent la plupart du temps au chercheur qui se voit, après-coup, entraîné dans des séries de tensions et parfois de conflits plus ou moins larvés. Extrêmement difficile à anticiper, ce genre de situation pourtant fréquent conduit le chercheur à se lancer dans plusieurs niveaux de négociation. Il doit composer avec ses propres postures scientifiques en tenant compte des attentes et des intérêts défendus par les acteurs avec lesquels il travaille. La situation est d'autant plus délicate s'il est commandité par une instance officielle pour promouvoir le patrimoine. En principe, le patrimoine est, par définition, inaliénable et doit rester à l'écart de toute considération

de rentabilité économique. Il en va de même lorsque la patrimonialisation favorise la capitalisation symbolique d'un groupe social spécifique à des fins de domination politique sur les autres groupes. Le chercheur est alors mis à l'épreuve : comment justifier un processus qui va à l'encontre de l'un des principes fondateurs de la patrimonialisation, à savoir celui de renforcer la reconnaissance et la visibilité sociale et culturelle des ressources les moins valorisées et des groupes les plus vulnérables dans la société ? Inconfortable, parfois intenable, cette situation n'a cependant pas nécessairement d'issue inéluctable. Elle peut au contraire devenir l'occasion pour le chercheur de se pencher plus avant sur la façon dont les acteurs perçoivent la patrimonialisation, se l'approprient, la détournent ou la rejettent. Symétriquement, cette situation peut inciter le chercheur à questionner à son tour la construction de sa propre démarche et de son propre savoir. Comprendre comment le patrimoine (comme objet scientifique) se construit dans l'action est l'une des questions importantes que posent les textes de cet ouvrage, notamment ceux sur l'Équateur et le Cameroun, le Mexique et le Pérou. Dans ces analyses, patrimonialisation, action et recherche ne peuvent être pensées séparément, les niveaux se renvoyant et se renforçant constamment les uns les autres.

Quelles sont pour autant les limites de l'action du chercheur ? Où s'arrêtent ses compétences, son intervention, son travail ? Les figures de chercheur « créateur », « sauveur », « promoteur » ou « médiateur » de patrimoine n'épuisent assurément pas la grande variété des rôles qu'il revêt plus ou moins volontiers ; ces figures ne disent pas grand-chose non plus de la nature du travail à fournir par le chercheur une fois le patrimoine reconnu, rendu visible ou valorisé. Doit-il se contenter de jouer un rôle en amont du processus ? Le chercheur impliqué en aval se fait-il observateur, évaluateur, consultant, expert ou encore facilitateur ? Ces préoccupations, qui renvoient plus largement aux valeurs qui sous-tendent la notion de patrimoine et à l'importance accordée au chercheur dans la société, dépassent le cadre de cet ouvrage. Elles font entre autre référence aux régimes de temporalité, c'est-à-dire à la façon dont les sociétés articulent passé, présent et avenir, mais aussi transmission et rup-

ture. Elles évoquent également les réinvestissements symboliques opérés par les acteurs pour donner du sens aux changements qui ont cours, et au rôle du chercheur dans l'observation et l'analyse de ces reconfigurations permanentes. Sans doute conviendrait-il de poursuivre les investigations sur ces questions cruciales, au-delà des oppositions simplistes entre tradition et modernité, changement et permanence, ordre et désordre.

Enfin, par delà ces débats, il convient de souligner que cet ouvrage concourt à l'analyse du métier de chercheur dans ses déclinaisons les plus hétérogènes : chaque texte aborde, à partir d'expériences de terrain singulières, des questions aussi centrales en sciences sociales que sont l'instrumentalisation du chercheur, son implication, la distanciation, la participation, le dilemme recherche-expertise, la marchandisation, la politisation ou la construction du savoir... Le fait que les institutions internationales, relayées par les politiques publiques nationales, mettent actuellement des moyens financiers et humains considérables sur le thème de la patrimonialisation ouvre à coup sûr des possibilités de recherche immenses et diversifiées. Si cette situation comporte des risques inévitables d'orientation de la recherche vers des objectifs opérationnels limités et, surtout, détachés de toute préoccupation épistémologique, les auteurs de ce livre ont montré qu'une autre voie était possible : ils sont unanimes pour défendre et illustrer une recherche ouverte, de longue durée et réflexive qui s'appuie sur une connaissance fine des sociétés et des groupes. Gageons ainsi que le projet initial de l'ouvrage soit atteint : contribuer à ce que la recherche en sciences sociales sur la patrimonialisation reste critique et constructive. Cette posture est indispensable pour éviter de tomber dans les pièges tendus par le gigantesque succès médiatique, commercial et scientifique du phénomène patrimonial, en l'occurrence d'en condamner systématiquement les expressions ou, à l'inverse, d'en magnifier aveuglément les manifestations.

Suremain Charles-Edouard de (2015)

Chercheurs, patrimoine, recherche : quels enjeux pour les sciences sociales ? [conclusion]

In : Suremain Charles-Edouard de (ed.), Galipaud Jean-Christophe (ed.). *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*

Igé (FRA) ; Marseille : L'Etrave ; IRD, p. 265-270

ISBN 978-2-359-92031-4